



Pouvoir adjudicateur
CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE
DE LIMOGES

**Etablissement support du GHT du
Limousin**

2, avenue Martin Luther King
87042 LIMOGES CEDEX
Cellule de la Commande Publique - Fax :
05.55.05.60.87
Adresse électronique :
celluledesmarches@chu-limoges.fr



Marchés Publics de Travaux

PROCEDURE N°AOO_01_2025_GHT_Petits_Travaux

Accord-cadre pour des travaux d'entretien et de réaménagement du patrimoine pour les établissements du GHT du Limousin

Procédure utilisée

Procédure d'appel d'offres ouvert soumis aux dispositions des articles L 2124-2 et R 2161-2 à R2161-5 du code de la commande publique

Cahier des Clauses Administrative Particulières (C.C.A.P)

SOMMAIRE

1 - Dispositions générales du contrat	7
1.1 - Objet du contrat.....	7
1.2 - Décomposition du contrat	7
1.3 - Type d'accord-cadre.....	7
1.4 - Réalisation de prestations similaires	7
1.5 – Obligations générales du titulaire	8
2 - Pièces contractuelles	8
2.1 Pièces constitutives de l'accord-cadre.....	8
2.2 Pièces constitutives des marchés subséquents	8
2.3 Pièces contractuelles postérieures à la conclusion du marché	8
2.4 Pièces à délivrer au titulaire du marché	9
3 – Discretion et confidentialité.....	9
4 - Intervenants.....	9
4.1 - Maîtrise d'œuvre	9
4.2 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs.....	10
4.3 – Contrôleur technique	10
5 – Diagnostic amiante.....	10
6 – Modalités d'attribution des bons de commande et des marchés subséquents	10
6.1 Conditions d'attribution des bons de commande dans le cadre de l'accord-cadre mixte.....	10
6.2 – Conditions d'attribution des marchés subséquents	12
7 - Durée et délais d'exécution	13
7.1 - Durée de l'accord-cadre.....	13
7.2 – Reconduction de l'accord-cadre	13
7.3 – Durée des marchés subséquents	13
7.4 - Délais d'exécution.....	13
8 – Prix.....	13
8.1 - Caractéristiques des prix pratiqués	13
8.2 – Prix des bons de commande	14
8.3 - Prix des marchés subséquents.....	14
8.4 - Prix non prévus dans le Bordereaux de Prix Unitaires (BPU)	15
8.5 - Modalités de variation des prix	15
9 - Garanties Financières.....	17
10 - Visite et connaissance du site	17
11 - Avance.....	18
Conditions de versement et de remboursement	18
Garanties financières de l'avance	18
12 - Modalités de règlement des comptes	18
12.1 - Acomptes mensuels et décomptes.....	18
12.2 - Présentation des demandes de paiement.....	18
12.3 - Délai global de paiement	19
12.4 - Paiement des cotraitants.....	20
12.5 - Paiement des sous-traitants	20
13 - Conditions d'exécution des prestations.....	20
13.1 - Caractéristiques des matériaux et produits.....	20
13.2 - Implantation des ouvrages	20
13.3 - Préparation et coordination des travaux.....	20
13.3.1 - Période de préparation - Programme d'exécution des travaux.....	20

13.3.2 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs sur le chantier.....	21
13.4 – Etudes d’exécution.....	21
13.5 – Installation et organisation du chantier.....	21
13.5.1 – Signalisation de chantier.....	21
13.5.2 – Registre de chantier.....	22
13.6 – Dispositions particulières à l’achèvement du chantier.....	22
13.6.1 – Gestion des déchets de chantier.....	22
13.6.2 – Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux.....	22
13.6.3 – Documents à fournir après exécution.....	22
13.7 - Réception des travaux.....	22
13.7.1 - Dispositions applicables à la réception.....	22
13.7.2 - Epreuves concluantes.....	23
14 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle.....	23
15 - Garantie des prestations.....	23
16 - Pénalités.....	23
16.1 - Pénalités.....	23
16.2 - Pénalité pour travail dissimulé.....	23
17 – Clause sociale d’insertion et de promotion de l’emploi obligatoire.....	24
17.1 – Les conditions de réalisation.....	24
17.2 Les publics visés.....	25
17.3 Les modalités de mise en œuvre.....	26
17.4 Le dispositif d’accompagnement pour la mise en œuvre de la clause sociale d’insertion ...	26
17.5 Le contrôle de l’action d’insertion.....	27
17.6 Les pénalités relatives à l’insertion.....	28
18 - Assurances.....	28
19 - Résiliation du contrat.....	29
19.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre.....	29
19.2 – Résiliation de l'accord-cadre pour faute du titulaire.....	29
19.3 – Résiliation des marchés subséquents.....	29
19.4 – Résiliation d’un bon de commande.....	29
19.5 - Redressement ou liquidation judiciaire.....	30
20 - Clause de réexamen.....	30
21 - Règlement des litiges et langues.....	31
22 - Dérogations.....	31

Généralités

Préambule :

Les groupements hospitaliers de territoire (GHT) consistent en un nouveau mode de coopération entre les établissements publics de santé à l'échelle d'un territoire. L'objectif étant de garantir à tous les patients une égalité d'accès à des soins sécurisés et de qualité en renforçant la coopération entre hôpitaux publics autour d'un projet médical.

En application de l'article L 6132-3-3° du code la santé publique (CSP), **une convention constitutive** a été signée le 30 juin 2016. Celle-ci **a désigné le Centre Hospitalier Universitaire (CHU) de Limoges comme établissement support du Groupement Hospitalier de Territoire (GHT) du Limousin.**

Le GHT du Limousin est composé des 18 établissements suivants :

- *CHU Limoges en qualité d'établissement support*
- *CH Esquirol*
- *CH Guéret*
- *CH Brive*
- *CH St Junien*
- *CH Tulle*
- *CH Cornil*
- *CH Evaux-les-bains*
- *CH La Souterraine*
- *CH Uzerche*
- *CH Bort les orgues*
- *Hôpital Intercommunal du Haut Limousin (HIHL)*
- *Centre Hospitalier Intercommunal Monts et Barrages (CHIMB)*
- *CH Aubusson*
- *CH St Vaury*
- *CH Bourganeuf*
- *CH Ussel*
- *CH St Yrieix*

Ainsi, cette convention confie au **CHU de Limoges la fonction d'assurer pour le compte des autres membres la passation du marché** ainsi que certaines missions liées à l'exécution (conclusion de modifications de marché public, etc...).

Les spécificités de chaque établissement membre sont précisées dans les pièces de marché. Toutes les autres missions de la phase d'exécution des marchés relèvent de chaque établissement partie au GHT. L'exécution du marché couvre son régime financier (le recours, le cas échéant, à la sous-traitance, la gestion et l'émission des commandes passées au titre des marchés, la vérification du service fait, le règlement, le versement d'avances et d'acomptes, la liquidation et le mandatement des factures...).

De ce fait, dans cette consultation, le terme « CHU de Limoges » désigne l'établissement support du Groupement Hospitalier de Territoire du Limousin. A ce titre, la Directrice Générale ou son représentant sera le signataire des marchés.

Parties contractantes

Noms et adresses officiels du Pouvoir Adjudicateur :

Pouvoir adjudicateur :	CHU de Limoges - Etablissement support du GHT du Limousin - Représenté par sa Directrice Générale
Type de pouvoir adjudicateur :	Etablissement public de santé.
SIRET:	26870851800017
Adresse :	2, avenue Martin Luther King - 87042 LIMOGES CEDEX
Adresse du profil acheteur	www.marches-publics.gouv.fr

Référent administratif :	Nathalie DUBOIS
Adresse :	2, avenue Martin Luther King - 87042 LIMOGES CEDEX

Référent technique :	Eric GOUCHET
Adresse :	2, avenue Martin Luther King - 87042 LIMOGES CEDEX

Le pouvoir adjudicateur est représenté par Madame la Directrice Générale du Centre Hospitalier Universitaire de Limoges.

L'entreprise dont l'offre a été retenue est désigné par le terme de « titulaire ».

Etablissements parties

Les stipulations du présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.) concernent des travaux d'entretien et de réaménagement du patrimoine pour les établissements du GHT du Limousin listés ci-après.

Etablissements du GHT du Limousin concernés par la consultation
CHU LIMOGES
CH BRIVE
CH ESQUIROL
CH TULLE
CH GUÉRET
CH SAINT JUNIEN
HÔPITAL INTERCOMMUNAL DU HAUT LIMOUSIN (HIHL)
CH SAINT YRIEIX

CH LA VALETTE (SAINT VAURY)
CH AUBUSSON
CH BOURGANEUF
CH INTERCOMMUNAL DES MONTS ET BARRAGES (CHIMB)
CH CORNIL
CH BORT LES ORGUES
CH LES GENÊTS D'OR (EVAUX LES BAINS)
CH LA SOUTERRAINE

Nature du marché et compétences de l'Etablissement support et des Etablissements parties

Il est conclu un marché unique, signé et notifié par le Pouvoir Adjudicateur du C.H.U. de LIMOGES, Etablissement Support du GHT du Limousin.

Le C.H.U. de LIMOGES assure la coordination de cette procédure dans le cadre de sa fonction d'établissement support. A ce titre, il est compétent en phase de passation de marché pour :

- Procéder, dans le respect des règles prévues par les différents textes liés à la commande publique, à l'organisation de la procédure de passation du marché ;
- Signer et notifier le marché ;
- Procéder, pendant la phase d'exécution du marché :
 - ✓ A la passation, à la signature et à la notification des avenants de toute nature pouvant intervenir dans le cadre du marché, le cas échéant ;
 - ✓ Réaliser plus généralement tous les actes relatifs à la modification du marché ;
 - ✓ Prononcer la résiliation du marché ;
 - ✓ Gérer les relations pré-contentieuses formées par ou contre les Groupement Hospitalier de Territoire du Limousin, à l'exception des litiges courants propres à chaque établissement partie et des recours contentieux formés par ou contre un établissement partie.
 - ✓ Gérer les relations précontentieuses formées par ou contre le Groupement Hospitalier de territoire du Limousin, à l'exception des litiges courants propres à chaque établissement partie et des recours contentieux formés par ou contre un établissement partie.

Les autres compétences relèvent des établissements parties.

1 - Dispositions générales du contrat

1.1 - Objet du contrat

Les stipulations du présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.) concernent **des travaux courants à réaliser dans les bâtiments et structures, Intra et Extra Muros du GHT du Limousin.**

Les prestations concernent la réalisation de travaux d'entretien, de réaménagement ou de modernisation du patrimoine des établissements du GHT du Limousin, de mise en sécurité, de réparation, de dépannage pouvant résulter en plus de la programmation de travaux, de sinistre, de vandalisme, d'observations de commissions de sécurité et d'accessibilité handicapés, de bureaux de contrôle, ...

Le présent accord-cadre ne comprend pas les travaux pour lesquels un maître d'œuvre externe est désigné et les travaux réalisés dans le cadre d'un marché de conception réalisation.

Lieu d'exécution de la prestation : les bâtiments et structures définies au CCTP.

La description des ouvrages et de leurs composants techniques sont précisés dans le Cahier des clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.) et dans les documents techniques joints au présent dossier de consultation.

1.2 - Décomposition du contrat

Les prestations sont réparties en 222 lots, tels que définis en annexe 1 de l'acte d'engagement. Le périmètre géographique de chaque lot est précisé en annexe 1 de l'acte d'engagement.

Chaque lot fait l'objet d'un accord-cadre attribué à 3 opérateurs économiques (sous réserve d'un nombre suffisant d'offres).

1.3 - Type d'accord-cadre

L'accord-cadre avec maximum est passé en application des articles L. 2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-12 du Code de la commande publique. Il s'agit

- d'un **accord-cadre à marchés subséquents** pour les lots définis en annexe 1 de l'acte d'engagement,
- d'un **accord-cadre mixte** pour les lots définis en annexe 1 de l'acte d'engagement, qui porte à la fois sur l'émission de bons de commande et la passation de marchés subséquents, dans les conditions définies ci-après.

L'accord cadre mixte donne lieu à :

- l'émission de bons de commande pour les travaux d'un montant inférieur à 40 000 € HT,
- la passation de marchés subséquents pour les travaux d'un montant égal ou supérieur à 40 000 € HT.
- **d'un accord-cadre à marchés subséquents et mixte pour le lot Fluides médicaux** : s'agissant d'un lot unique pour l'ensemble du territoire du GHT, le lot fluides médicaux s'exécutera soit via des marchés subséquents dès le premier euro soit selon les dispositions de l'accord-cadre mixte en fonction des établissements. Les modalités d'exécution propre à chaque établissement partie sont précisées en annexe 1 de l'acte d'engagement (onglet n°2).

1.4 - Réalisation de prestations similaires

Le pouvoir adjudicateur pourra confier au titulaire de l'accord-cadre, en application des articles L. 2122-1 et R. 2122-7 du Code de la commande publique, un ou plusieurs nouveaux accords-cadres ayant pour objet la réalisation de prestations similaires.

La durée pendant laquelle un nouvel accord-cadre pourra être conclu ne peut dépasser 3 ans à compter de la notification du présent accord-cadre.

1.5 – Obligations générales du titulaire

Changements affectant le titulaire

Le titulaire s'engage à informer le Pouvoir Adjudicateur de tout changement survenant au cours du marché affectant :

- La personne ayant qualité pour le représenter ;
- La forme de l'entreprise ;
- La raison sociale de l'entreprise ou sa dénomination ;
- Son adresse ou son siège social ;
- La cession d'une ou de différentes activités ;
- L'acquisition d'une nouvelle activité ;
- Son adresse bancaire, ...

Et lui fait parvenir, le cas échéant, un extrait K-Bis du registre du Commerce, une photocopie de l'extrait du Journal des Annonces Légales et Juridiques et un R.I.B. ou un R.I.P.

Ces changements doivent être signalés impérativement avant toute nouvelle facturation.

Le paiement des factures sera suspendu tant que le Pouvoir Adjudicateur ne sera pas en possession des documents nécessaires ou jusqu'à la notification de la modification du contrat.

2 - Pièces contractuelles

2.1 Pièces constitutives de l'accord-cadre

Les pièces constitutives de l'accord-cadre sont des pièces générales et des pièces particulières.

Les pièces générales, bien que non jointes aux autres pièces constitutives du marché, sont réputées connues de l'entrepreneur.

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-Travaux, les pièces contractuelles de l'accord-cadre sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- a. L'acte d'engagement (AE) et ses annexes : annexe 1 : désignation et périmètres des lots (2 onglets), annexe 2 : action insertion professionnelle
- b. Le bordereau des prix unitaires (BPU)
- c. Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et son annexe 1 : coordonnées des trésoreries de chaque établissement partie
- d. Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes (annexe 1 : Sortie de chantier ; Annexe 2 : Circuit d'accès aux chantiers ; Annexe 3 : La poussière)
- e. Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de travaux, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021
- f. Le cahier des clauses techniques générales (CCTG) applicables aux marchés publics de travaux
- g. Les normes et documents visés au CCTP
- h. Le mémoire technique et ses éventuelles annexes remis par l'entreprise avec son offre

2.2 Pièces constitutives des marchés subséquents

Les pièces constitutives des marchés subséquents sont les suivantes :

- a. Les pièces constitutives de l'accord-cadre
- b. L'acte d'engagement du marché subséquent
- c. Les prescriptions techniques du marché subséquent
- d. Le devis remis par le titulaire à l'appui de son offre
- e. Le mémoire technique remis par le titulaire à l'appui de son offre au titre du marché subséquent

2.3 Pièces contractuelles postérieures à la conclusion du marché

Le pouvoir adjudicateur se réserve expressément la faculté de réaliser des modifications au marché public dans les conditions fixées aux articles L. 2194-1 et R. 2194-1 à R. 2194-10 du code de la commande publique.

2.4 Pièces à délivrer au titulaire du marché

2.4.1 Notification

Le Pouvoir Adjudicateur fera parvenir une copie du marché par voie dématérialisée. La notification transforme le projet de marché en marché et le candidat en titulaire.

Par dérogation à l'article 4.2 du C.C.A.G. / Travaux, la notification ne comporte pas systématiquement toutes les pièces constitutives du marché. La date de notification est celle figurant sur l'accusé de réception.

2.4.2 - Nantissement et cession de créance

Si le titulaire souhaite céder ou nantir sa créance, il devra en faire la demande au Pouvoir Adjudicateur, accompagnée de la copie de l'acte d'engagement qui lui a été délivrée s'il ne souhaite pas recevoir un certificat de cessibilité.

L'Acte d'Engagement complété ou un certificat de cessibilité complété et signé sera envoyé au titulaire en exemple unique par lettre recommandée. Il est à noter que le Pouvoir Adjudicateur ne sera pas, en cas de perte, autorisé à délivrer un duplicata de l'exemplaire unique ou du certificat de cessibilité.

3 – Discretion et confidentialité

Le titulaire est tenu au secret professionnel sur toutes les informations techniques, financières ou organisationnelles et documents auxquels il aurait accès dans le cadre de l'exécution du présent marché.

Le titulaire s'engage à faire respecter ces dispositions par son personnel. Le titulaire s'engage à restituer sans délai à l'issue du présent marché, quelle qu'en soit la cause, l'ensemble des documents, éléments et outils que lui aurait confié le Pouvoir Adjudicateur.

Le titulaire, reconnaissant par avance que toute divulgation léserait gravement les intérêts du Pouvoir Adjudicateur, s'engage à ce que les informations, documents et savoir-faire, transmis par ce dernier, ne puissent être utilisés, ni publiés, ni communiqués, par quelque moyen, sous quelque forme et quelque manière que ce soit, sans l'accord préalable et écrit. La méconnaissance de cette prescription obligerait le titulaire à en couvrir les entières conséquences.

En outre, le titulaire sera tenu de conserver un caractère confidentiel à toute idée, tout concept, tout savoir-faire, ou toute technique, relatifs à l'activité des établissements qui lui seront communiqués d'une manière directe ou indirecte. Le titulaire assurera donc la protection de toute information et tout document qui lui auront été confiés, avec autant de soins que s'il s'agissait de données confidentielles relatives à ses propres affaires.

Cette clause de secret continuera de lier le titulaire pendant une période de trois (3) ans à compter du terme du présent marché, quelle qu'en soit la cause, sous réserve que les informations en question ne soient préalablement tombées dans le domaine public.

En cas de violation de cette obligation et indépendamment des sanctions pénales éventuellement encourues, le marché pourra être résilié pour faute du titulaire (en complément des cas prévus au CCAG Travaux), sans aucune possibilité de dédommagement.

Le Pouvoir Adjudicateur s'engage à maintenir confidentielles les informations, signalées comme telles, reçues du titulaire.

4 - Intervenants

4.1 - Maîtrise d'œuvre

La maîtrise d'œuvre sera assurée par le maître d'ouvrage lui-même.

4.2 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs

Le cas échéant, la coordination sécurité et protection de la santé sera assurée par un coordonnateur désigné en fonction de la spécificité du chantier et de co-activités de plusieurs entreprises. Le nom du coordonnateur et le niveau de coordination seront précisés pour chaque chantier concerné.

Dans le cas contraire, les travaux devront être réalisés suivant le plan de prévention de l'établissement concerné.

4.3 – Contrôleur technique

Le cas échéant, le nom du contrôleur technique et ses coordonnées seront précisés pour chaque chantier concerné.

5 – Diagnostic amiante

Le cas échéant, un diagnostic amiante sera établi et transmis au titulaire.

6 – Modalités d'attribution des bons de commande et des marchés subséquents

6.1 Conditions d'attribution des bons de commande dans le cadre de l'accord-cadre mixte

6.1.1 Attribution des bons de commande

Pour les travaux d'un montant inférieur à 40 000 € HT, l'accord-cadre s'exécutera au moyen de bons de commande.

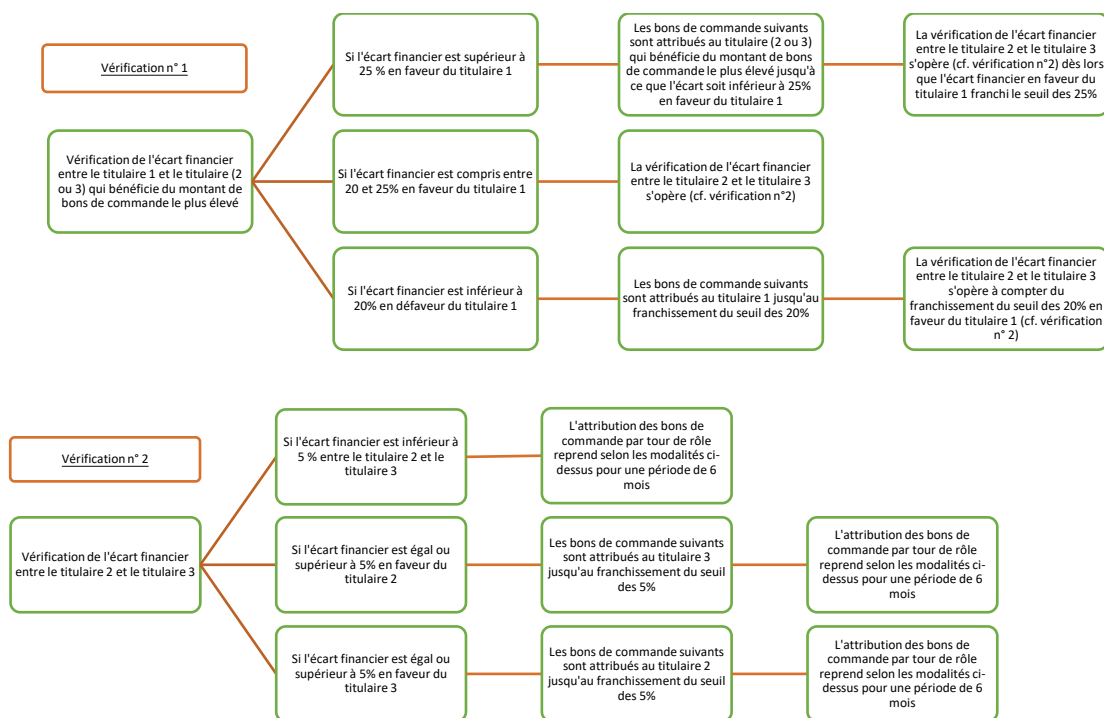
Les 3 titulaires (sous réserve d'un nombre suffisant d'attributaire(s)) se verront attribuer les bons de commande dans les conditions suivantes : les titulaires sont classés par numéro (titulaire 1, titulaire 2, titulaire 3) attribué en fonction du classement établi à l'issue de l'analyse des offres de l'accord-cadre.

Pour l'attribution des bons de commande issus de l'accord-cadre, chaque établissement entend recourir à la méthode du tour de rôle, par période de 6 mois. Ainsi, la demande de devis n°1 donnant lieu au bon de commande associé sera attribuée au titulaire 1, la demande de devis n°2 donnant lieu au bon de commande associé sera attribué au titulaire 2 et ainsi de suite. Dès lors que tous les titulaires ont été sollicités, l'attribution revient au titulaire arrivé premier et recommence le tour de rôle.

En revanche, dans l'hypothèse où la demande de devis fait l'objet d'une annulation par le maître d'ouvrage, le titulaire concerné par la demande de devis et en conséquence par le bon de commande associé se voit attribuer la demande de devis / le bon de commande à venir. Puis, pour la demande de devis et le bon de commande associé suivant, le tour de rôle reprendra selon les modalités définies ci-avant.

De plus, si l'un des titulaires n'est pas en mesure pour quelque raison que ce soit (absence de réponse à la sollicitation, non-respect des délais d'exécution, incapacité à réaliser les travaux notamment), de répondre à la sollicitation du maître d'ouvrage, ce dernier s'adressera au titulaire suivant selon le tour de rôle prévu. Le titulaire concerné perd ainsi son tour dans le tour de rôle. Chaque titulaire doit justifier par écrit de son impossibilité de répondre et s'expose à une résiliation de l'accord-cadre en cas d'absence de réponse répétée ou de refus d'exécuter les travaux à réaliser (cf. article 19.2 ci-après).

A la fin de la période de 6 mois, un bilan financier des **bons de commande notifiés à chaque attributaire** sera établi. Les écarts financiers constatés entre les titulaires seront traduits en pourcentage et en fonction des écarts constatés, les bons de commande seront attribués de la manière suivante :



6.1.2 Formalisation des bons de commande

Le process d'émission de bons de commande est le suivant :

- a. Envoi par l'établissement d'un mail au titulaire formalisant sa demande numérotée ;
- b. Le titulaire dispose d'un délai de 2 jours ouvrés pour faire connaître son accord sur le bon de commande. L'absence de réponse vaut refus ;
- c. A compter de la réponse du titulaire ou à compter de la visite du site organisée le cas échéant par l'établissement (la date la plus tardive sera retenue pour le calcul des délais), le titulaire dispose
 - d'un délai fixé par l'établissement dans le mail de demande ou à défaut d'un délai de 7 jours ouvrés minimum dans le cadre de la réalisation de travaux ordinaires,
 - d'un délai de 2 jours ouvrés pour la réalisation de travaux d'urgence urgents (sinistre (vol, incendie, inondation, tempête) ; panne ou défaut de fonctionnement menaçant le fonctionnement normal de l'établissement ; d'une menace à la sécurité des personnes et des biens ; de fuites sur réseaux),
 pour établir un devis à partir des prix du BPU.
 Les devis doivent être établis et détaillés aux conditions de prix prévus par le marché ;
 Lorsque le maître de l'ouvrage estime que le devis présenté n'est pas assez détaillé, l'entrepreneur fournit les renseignements complémentaires dans les délais fixés ;
- d. L'établissement émet un bon de commande.

Les mentions devant figurer sur chaque bon de commande sont les suivantes :

- le nom ou la raison sociale du titulaire,
- la date et le numéro du marché,
- la date et le numéro du bon de commande,
- les délais d'exécution,
- les lieux d'exécution des travaux,
- le montant du bon de commande,
- la nature et la description des travaux à réaliser.

Seuls les bons de commande signés par l'établissement peuvent être honorés par le ou les titulaires.

Les titulaires du marché devront honorer chaque commande sans valeur minimale exigée par bon. Le rythme des commandes est fonction des besoins. Aucune fréquence de commande ne pourra être imposée, ni aucun frais supplémentaire ne sera facturé pour des commandes jugées de faible importance par les titulaires du marché.

Le bon de commande signé transmis par mail au titulaire vaudra notification et ordre de commencement de la période de préparation à la date indiquée dans le bon de commande, sauf indication contraire dans le bon de commande. Sauf indication contraire donnée dans le bon de commande, le délai d'approvisionnement est inclus dans le délai d'exécution prescrit.

Les bons de commande peuvent être notifiés jusqu'au dernier jour de validité du marché.

La durée d'exécution maximale du (des) dernier(s) bon(s) de commande émis dans le cadre du marché est fixée à 4 mois.

6.2 – Conditions d'attribution des marchés subséquents

Ces conditions d'attribution concernent

- **les marchés subséquents relevant des lots conclus via un accord-cadre à marchés subséquents dès le 1^{er} euro,**
- **les marchés subséquents relevant des lots conclus via un accord-cadre mixte et portant sur des travaux d'un montant égal ou supérieur à 40 000 € HT.**
- **le lot Fluides médicaux selon la répartition fixée en annexe 1 de l'acte d'engagement (onglet n° 2)**

Lors de la survenance du besoin, l'établissement organise une mise en concurrence entre les titulaires de l'accord-cadre du lot concerné.

Les marchés subséquents sont des marchés ordinaires.

Les critères retenus pour l'attribution des marchés subséquents sont pondérés de la manière suivante :

- prix : 60% ;
- valeur technique : 40% dont
 - o méthodologie d'intervention : organisation du chantier, planning prévisionnel d'exécution : 20% (30% pour les lots désamiantage)
 - o moyens humains affectés à la réalisation de la prestation (encadrements, qualification des intervenants) : 10%
 - o qualité technique des matériaux proposés pour la réalisation du marché : 10% (hors lots désamiantage)

Le délai laissé aux candidats pour répondre est de

- 1 mois maximum pour les travaux ordinaires ;
- 24h00 pour les travaux urgents (sinistre (vol, incendie, inondation, tempête) ; panne ou défaut de fonctionnement menaçant le fonctionnement normal de l'établissement ; d'une menace à la sécurité des personnes et des biens ; de fuites sur réseaux).

Une visite du site pourra être organisée par l'établissement.

Les titulaires de l'accord-cadre seront consultés via le profil acheteur du pouvoir adjudicateur (www.marches-publics.gouv.fr) et devront impérativement transmettre leur réponse via le profil acheteur identifié ci-avant conformément aux dispositions de l'article R2132-7 du code de la commande publique.

Les titulaires de l'accord-cadre sont avertis du résultat des consultations par tout moyen avant notification du marché subséquent au titulaire retenu.

La notification du marché subséquent au titulaire du marché subséquent intervient par tout moyen permettant de déterminer de façon certaine la date de sa réception.

La notification du marché subséquent vaut démarrage des prestations, sauf indication contraire.

En l'absence de réponse au marché subséquent, chaque titulaire doit justifier par écrit de son impossibilité de répondre et s'expose à une résiliation de l'accord-cadre en cas d'absence de réponse répétée (cf. article 19.2 ci-après).

7 - Durée et délais d'exécution

7.1 - Durée de l'accord-cadre

L'accord-cadre est conclu pour une période initiale de 1 an, à compter de sa notification.

7.2 – Reconduction de l'accord-cadre

L'accord-cadre est reconduit tacitement jusqu'à son terme. Le nombre de périodes de reconduction est fixé à 3. La durée de chaque période de reconduction est de 1 an. La durée maximale du contrat, toutes périodes confondues, est de 4 ans.

La reconduction est considérée comme acceptée si aucune décision écrite contraire n'est prise par le pouvoir adjudicateur au moins 3 mois avant la fin de la durée de validité de l'accord-cadre. Le titulaire ne peut pas refuser la reconduction.

Clause de reconduction anticipée : l'accord-cadre pourra être reconduit au plus tôt à compter de la date à laquelle le montant maximum sera atteint, ou au plus tard à la date de prise d'effet de l'accord-cadre.

7.3 – Durée des marchés subséquents

Les marchés subséquents sont conclus à compter de leur date de notification au titulaire et prendront fin à la réception des prestations ou à la levée des réserves émises par le maître d'ouvrage, le cas échéant.

Cette réception marque le point de départ des délais de garanties légales dues par le titulaire.

7.4 - Délais d'exécution

Les délais d'exécution des travaux sont fixés à chaque bon de commande ou marché subséquent conformément aux stipulations des pièces de l'accord-cadre.

Lorsqu'un calendrier d'exécution de travaux aura été préalablement établi et imposé par l'établissement concerné, les titulaires devront organiser leur travail et le planifier en tenant compte de ce calendrier et des délais qui en découlent.

Les travaux répondant à une situation d'urgence (sinistre (vol, incendie, inondation, tempête) ; panne ou défaut de fonctionnement menaçant le fonctionnement normal de l'établissement ; d'une menace à la sécurité des personnes et des biens ; de fuites sur réseaux) ont vocation à être exécutés dans des délais très brefs. A ce titre, les titulaires pourront être tenus d'intervenir pendant des périodes de vacances, week-end, nuits et jours fériés. En cas d'urgence,

- Les travaux s'exécuteront dans les délais fixés au marché subséquent pour la partie/les lots à marchés subséquents,
- Les travaux s'exécuteront dans un délai maximum de 72h à compter de la réception du bon de commande pour la partie à bons de commande. Ce délai pourra cependant être supérieur à 72h pour les marchés nécessitant des approvisionnements.

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée dans les conditions de l'article 18.2 du CCAG-Travaux.

8 – Prix

8.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations sont réglées par des prix unitaires.

Les prix tiennent compte des dépenses liées aux mesures particulières concernant la sécurité et la protection de la santé, de la notification du marché à l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement.

Les prix contenus au niveau des bordereaux des prix unitaires, comprennent :

- Les frais d'études que nécessite la réalisation des travaux (note de calcul...) ;
- La modification et la mise à jour des plans ou schémas des installations modifiées ;
- La fourniture des schémas réglementaires en quatre exemplaires ;
- La fourniture des plans (exécution, calepinage, réservations...) ;
- Les notices de fonctionnement et d'entretien des matériels installés ;
- La fourniture des échantillons et documentations concernant les produits à mettre en œuvre ;
- Les essais nécessaires pour contrôler la qualité des matériaux mis en œuvre ;
- Les fiches techniques des matériaux posés ainsi que leur PV de classement au regard de la réglementation incendie ;
- Les coûts relatifs aux clôtures, palissades, protections, signalisation ;
- La fourniture (et la pose) des installations de chantier et des engins nécessaires à la réalisation des travaux ;
- Les charges relatives au gardiennage des installations, matériels et matériaux ;
- Les frais et taxes occasionnés pour l'obtention ou la détention d'autorisations administratives nécessaires à l'exécution des travaux, etc... ;
- Tous les trous, percements, raccords et scellement, ainsi que leur calfeutrement ou leur rebouchage seront à la charge de l'Attributaire du marché subséquent qui effectue la pose des ouvrages concernés ;
- Tous les autres frais et prestations même non énumérés ci-dessus, mais nécessaires à la réalisation parfaite et complète des travaux.

8.2 – Prix des bons de commande

Préalablement à l'émission d'un bon de commande, le titulaire établit un devis conformément aux dispositions de l'article 6.1.1 du présent CCAP. Les devis doivent être établis par application des prix unitaires prévus au bordereau des prix unitaires éventuellement complété par des prestations hors bordereau (cf article 8.4 ci-après).

Le bon de commande émis par l'établissement sera établi en application des prix unitaires fixés au bordereau des prix unitaires, révisés le cas échéant dans les conditions de l'article 8.5 ci-après.

Les prestations sont payées au prix en vigueur à la date d'émission du bon de commande.

Nota : Le titulaire fait bénéficier le maître d'ouvrage des prix ou offres promotionnel(le)s qu'il propose à l'ensemble de sa clientèle. Il en informe préalablement par courrier électronique le référent technique concerné. Les prix ou offres promotionnel(le)s sont appliqués aux commandes envoyées par le maître d'ouvrage durant la période de promotion, dans la mesure où ils conduisent à un montant de commande inférieur à celui qui résulterait de l'application du prix en cours dans le cadre du marché. A l'issue de la période de promotion, les prix résultant de l'application du bordereau des prix unitaires sont à nouveau applicables de plein droit.

8.3 - Prix des marchés subséquents

Le contenu de chaque marché subséquent est défini à chaque remise en concurrence.

Les prix indiqués au bordereau des prix de l'accord-cadre constituent des **prix plafonds**.

Chaque titulaire pourra proposer des prix inférieurs aux prix plafonds lors de chaque remise en concurrence. Ainsi, les propositions financières établies lors de chaque remise en concurrence ne devront pas être supérieures aux prix fixés au bordereau de prix de l'accord-cadre, révisé le cas échéant, qui constituent un prix plafond pour la durée de l'accord-cadre. Ce prix plafond sera révisé annuellement dans les conditions décrites ci-après (cf. article 8.5). Les propositions financières tiennent également compte des prestations hors bordereau le cas échéant (cf. article 8.4 ci-après).

Les prix des marchés subséquents sont actualisables selon les modalités suivantes.

Les prix du marché subséquent sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de remise des offres du marché subséquent ; ce mois est appelé « mois zéro ».

L'actualisation est appliquée si un délai supérieur à trois mois s'écoule entre le mois d'établissement du prix et la date de commencement d'exécution des prestations.

Les prix sont actualisables par application aux prix du marché subséquent d'un coefficient C_n donné par la formule suivante : $C_n = (I(d-3) / I(o))$

selon les dispositions suivantes :

- C_n : coefficient d'actualisation.
- d : mois de début d'exécution des prestations.

- Index (d-3) : valeur de l'index de référence trois mois avant la date de début d'exécution des prestations. Pour chaque lot, les index de référence sont ceux définis à l'article 8.5 du présent CCAP.
- Index (o) : valeur de l'index de référence au « mois zéro ».

L'actualisation est effectuée en utilisant la dernière valeur définitive publiée de l'index de référence lors de l'application de la formule.

8.4 - Prix non prévus dans le Bordereaux de Prix Unitaires (BPU)

Dans le cas de prestations non prévues au bordereau des prix unitaires et pour les BPU le prévoyant, il y aura obligatoirement établissement d'une proposition financière sur les bases suivantes.

Les fournitures hors BPU seront rémunérées sur la base des **prix d'achat** (rabais et remises compris) du/des matériels/matériaux, affecté d'un coefficient de majoration établi comme suit :

- Fourniture ≤ 500 € HT : application du coefficient fixé au BPU
- 500 € HT < Fourniture ≤ 5 000 € HT : application du coefficient fixé au BPU
- Fourniture > 5 000 € HT : application du coefficient fixé au BPU

A l'appui de son devis/marché subséquent, le titulaire de l'accord-cadre devra fournir à l'établissement le prix d'achat (rabais et remises compris) du/des matériels/matériaux mis en œuvre. Pour ce faire, il devra fournir (soit à l'appui de son devis dans le cadre d'un bon de commande, soit à l'appui de sa réponse dans le cadre d'un marché subséquent) tous justificatifs (copies des factures distributeurs, fabricants).

Ces dispositions ne s'appliquent qu'aux matériels/matériaux non prévus au BPU. La main d'œuvre sera facturée aux prix prévus au BPU.

8.5 - Modalités de variation des prix

Par dérogation à l'article 9.4 du CCAG Travaux, la date d'établissement des prix est la date limite de remise des offres soit mars 2025. Cette date permet de définir le "mois zéro".

Les prix sont révisés annuellement, à la date anniversaire de l'accord-cadre, par application aux prix de l'accord-cadre d'un coefficient Cn donné par les formules suivantes :

Lot(s)	Formules	Prix concernés
Désamiantage	$C_n = (BT01 (n) / BT01 (o))$	Tous les prix
Terrassements réseaux - chaussée	$C_n = (BT02 (n) / BT02 (o))$	Tous les prix
Maçonnerie – gros oeuvre	$C_n = (BT03 (n) / BT03 (o))$	Tous les prix
Couverture Zinguerie	$C_n = (BT34 (n) / BT34 (o))$	Tous les prix
Etanchéité	$C_n = (BT53 (n) / BT53 (o))$	Tous les prix
Menuiseries extérieures Volets roulants Occultations	$C_n = (BT19B (n) / BT19B (o))$	Tous les prix
Menuiserie intérieure - Bois Agencement	$C_n = (BT18A (n) / BT18A (o))$	Tous les prix
Serrurerie	$C_n = (BT42 (n) / BT42 (o))$	Tous les prix
Plâtrerie	$C_n = (BT08 (n) / BT08 (o))$	Tous les prix

Peinture revêtements muraux	$C_n = (BT46 (n) / BT46 (o))$	Tous les prix
Plafonds suspendus - faux plafonds	$C_n = (BT08 (n) / BT08 (o))$	Tous les prix
Revêtements de sols	$C_n = (BT10 (n) / BT10 (o))$	Tous les prix
Plomberie sanitaire calorifuge	$C_n = (BT38 (n) / BT38 (o))$	Tous les prix
Fluides médicaux	$C_n = (BT38 (n) / BT38 (o))$	Tous les prix
Chauffage Ventilation Climatisation Désenfumage GTC dédiées	$C_n = 0.5(BT40 (n) / BT40 (o)) + 0.5(BT41 (n) / BT41 (o))$	Tous les prix
Electricité courants forts - Courants faibles - SSI GTC dédiées	$C_n = (BT47 (n) / BT47 (o))$	Tous les prix
Câblage réseaux VDI	$C_n = 0.5(SYN (n) / SYN (o)) + 0.5(BT47 (n) / BT47 (o))$	Tous les prix

selon les dispositions suivantes :

- C_n : coefficient de révision.
- Index (n) : valeur de l'index de référence au mois n : dernière valeur définitive publiée de l'index de référence au mois qui précède le mois au cours duquel commence la nouvelle période d'application de la formule.
- Index (o) : valeur de l'index de référence au mois zéro.

La révision définitive des prix interviendra sur le premier acompte suivant la publication de la valeur finale de l'index correspondant. Aucune variation provisoire ne sera effectuée.

Les bordereaux de prix révisés sont élaborés par le/les titulaire(s) et envoyés aux établissements concernés pour application. Ils devront être transmis au plus tard 1 mois après la publication de l'index concerné.

Les index de référence, publié(s) au Moniteur des Travaux Publics ou par l'INSEE, sont les suivants :

Lot(s)	Code	Libellé
Désamiantage	BT01	Index Bâtiment – Tous corps d'état - Base 2010
Terrassements - Réseaux - Chaussée	BT02	Index Bâtiment - Terrassements - Base 2010
Maçonnerie – gros oeuvre	BT03	Index Bâtiment - Maçonnerie et canalisations en béton - Base 2010
Couverture - Zinguerie	BT34	Index Bâtiment - Couverture zinc et métal (sauf cuivre) – Base 2010
Etanchéité	BT53	Index Bâtiment – Etanchéité – Base 2010
Menuiseries extérieures - Volets roulants - Occultations	BT19B	Index Bâtiment – Menuiserie extérieure en bois – Base 2010
Menuiserie intérieure - Bois - Agencement	BT18A	Index Bâtiment – Menuiserie intérieure en bois – Base 2010

Serrurerie	BT42	Index Bâtiment – Menuiserie en acier et serrurerie – Base 2010
Plâtrerie	BT08	Index Bâtiment – Plâtre et préfabriqués – Base 2010
Peinture - revêtements muraux	BT46	Index Bâtiment – Peinture, tenture, revêtements muraux – Base 2010
Plafonds suspendus - faux plafonds	BT08	Index Bâtiment – Plâtre et préfabriqués – Base 2010
Revêtements de sols	BT10	Index Bâtiment – Revêtements en plastiques – Base 2010
Plomberie sanitaire calorifuge	BT38	Index Bâtiment - Plomberie sanitaire (y compris appareils) – Base 2010
Fluides médicaux	BT38	Index Bâtiment - Plomberie sanitaire (y compris appareils) – Base 2010
Chauffage - Ventilation - Climatisation - Désenfumage - GTC dédiées	BT40 BT41	BT40 - Index Bâtiment – Chauffage central (à l'exclusion du chauffage électrique) – Base 2010 BT 41 - Index Bâtiment – Ventilation et conditionnement d'air – Base 2010
Electricité courants forts - Courants faibles - SSI GTC dédiées	BT47	Index Bâtiment – Electricité – Base 2010
VDI	SYN rév BT47	SYN rév – Syntec révisé BT47 - Index Bâtiment – Electricité – Base 2010

9 - Garanties Financières

Concernant les bons de commande, aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

Concernant les marchés subséquents, une retenue de garantie égale à 5% du montant du marché subséquent (augmenté le cas échéant du montant des avenants) sera constituée.

Cette retenue de garantie sera prélevée sur le montant de chaque acompte par le comptable assignataire des paiements.

Cette retenue de garantie peut être remplacée au gré du titulaire par une garantie à première demande ou, si les deux parties en sont d'accord, par une caution personnelle et solidaire.

Dans l'hypothèse où la garantie ou la caution ne serait pas constituée ou complétée au plus tard à la date à laquelle le titulaire remet la demande de paiement correspondant au premier acompte du marché, la fraction de la retenue de garantie correspondant à l'acompte est prélevée.

Le titulaire garde la possibilité, pendant toute la durée du marché, de substituer une garantie à première demande ou une caution personnelle et solidaire à la retenue de garantie.

La retenue de garantie est remboursée dans un délai de trente jours à compter de la date d'expiration du délai de garantie.

Toutefois, si des réserves ont été notifiées au créancier pendant le délai de garantie et si elles n'ont pas été levées avant l'expiration de ce délai, la retenue de garantie est remboursée dans un délai de trente jours après la date de leur levée.

10 - Visite et connaissance du site

L'attention des candidats est particulièrement attirée sur le fait que la fourniture des éléments du dossier de consultation, ne soustrait aucunement chaque candidat à sa responsabilité de visite et de connaissance du site afin d'établir sa proposition en parfaite connaissance de cause.

Le titulaire ne saurait donc se prévaloir d'une connaissance insuffisante des lieux ou des conditions de travail, pour manquer à ses obligations et se prévaloir d'une quelconque plus-value après notification de son marché (cf. article 0.2.1 du CCTP).

11 - Avance

Concernant les bons de commande : aucune avance ne sera accordée.

Concernant les marchés subséquents, l'option retenue pour le calcul de l'avance est l'option B du CCAG - Travaux.

Conditions de versement et de remboursement

Une avance est accordée pour chaque marché subséquent d'un **montant supérieur à 50.000 € HT** et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois, sauf indication contraire dans l'acte d'engagement du marché subséquent.

Le montant de l'avance est fixé à 5,0 % du montant du marché subséquent si la durée de son exécution est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 5,0 % d'une somme égale à douze fois le montant du marché subséquent divisé par cette durée exprimée en mois.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65,0 % du montant du bon de commande. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80,0 %.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions que celles applicables au titulaire de l'accord-cadre, avec les particularités détaillées aux articles R. 2191-6, R. 2193-10 et R. 2193-17 à R. 2193-21 du Code de la commande publique.

Garanties financières de l'avance

Le versement de l'avance est subordonné à la remise d'une garantie à première demande par le titulaire du marché, sauf s'il s'agit d'un organisme public. Le versement de l'avance s'effectuera dans un délai maximum de cinquante jours à compter de la réception de la garantie à première demande par le service comptabilité de l'établissement membre du GHT concerné.

12 - Modalités de règlement des comptes

12.1 - Acomptes mensuels et décomptes

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 12 du CCAG-Travaux. Les acomptes seront versés mensuellement.

Chaque bon de commande donne lieu à l'établissement d'un règlement définitif à la réception des travaux correspondants, dont les modalités sont prévues à l'article 13.7 du présent CCAP.

Par dérogation à l'article 12.4 du CCAG-Travaux, aucun décompte général ne sera établi. Qu'il s'agisse d'un bon de commande ou d'un marché subséquent, la dernière facture reçue de l'entreprise vaut solde de tout compte après visa du service fait.

12.2 - Présentation des demandes de paiement

Le paiement est effectué en application des règles de la comptabilité publique, dans les conditions prévues à l'article 12 du C.C.A.G. / travaux.

Facture électronique obligatoire : Conformément à l'article 4-I du décret n°2016-1478 relatif au développement de la facturation électronique, l'utilisation de la facture électronique est exclusive de tout autre mode de transmission.

Le dépôt d'une facture électronique sur CHORUS PRO ne doit pas être doublé de l'envoi d'une facture papier. Le dépôt de la facture électronique est obligatoire depuis 1er janvier 2020 pour l'ensemble des entreprises.

Dépôt de la facture électronique : La facturation électronique devra passer obligatoirement par le portail gratuit de facturation officiel de l'Etat « Chorus Pro » (<https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e1s1>). Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués sur le portail de facturation selon les modalités

techniques, fixées par arrêté, garantissant leur réception immédiate et intégrale et assurant la fiabilité de l'identification de l'émetteur, l'intégrité des données, la sécurité, la confidentialité et la traçabilité des échanges.

Si le mode de transmission se fait en dehors du portail, l'acheteur public doit rejeter la facture transmise en avertissant l'entreprise au préalable et l'invitant à utiliser « Chorus ».

La facture électronique doit comporter obligatoirement les mentions suivantes :

- La date d'émission de la facture ;
- La désignation de l'émetteur (par un numéro d'identité) et du destinataire de la facture ;
- Le numéro unique basé par une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, le numéro d'engagement généré par le système d'information financière et comptable de l'entité publique ;
- La date d'exécution des prestations ;
- La quantité des prestations réalisés ;
- Le prix unitaire hors taxes (HT) des prestations réalisées ;
- Le montant total hors taxes (HT) et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée (TVA), ou, le cas échéant le bénéfice d'une exonération ;
- Le procès-verbal de réception simplifié signé à l'appui de la dernière facture associée à un bon de commande ;
- Le(s) bordereau(x) de suivi ou de dépôt des déchets de chantier ;
- Pour les prix hors BPU, les factures des fournisseurs pour les prix concernés ;
- Le cas échéant, les modalités particulières de règlement ;
- Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires ;
- Lors du dépôt de la facture sur le portail CHORUS PRO, un code service sera exigé par le Pouvoir Adjudicateur.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'Union Européenne sans avoir d'établissement en France, il facturera ses prestations hors T.V.A. et aura droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

12.3 - Délai global de paiement

Les paiements sont effectués dans les conditions fixées par les règles de la comptabilité publique.

Le comptable chargé du paiement est le comptable public de chaque établissement partie concerné par la consultation (cf annexe 1 au présent CCAP).

Les sommes dues sont payées dans un délai global de 50 jours :

- à compter de la date de réception de la facture ;
ou
- à compter de la demande de paiement de l'avance ou de l'acompte éventuel.

Le dépassement du délai de règlement ouvre de plein droit et sans autre formalité pour le titulaire du marché, au bénéfice d'intérêts moratoires.

Ceux-ci commencent à courir dès le lendemain de l'expiration du délai de règlement, jusqu'au jour de mise en paiement inclus.

Ils sont calculés sur la base du taux directeur de la Banque Centrale Européenne (BCE) en vigueur majoré de 8 points.

Le dépassement du délai de règlement ouvre droit également au versement d'une indemnité forfaitaire de recouvrement d'un montant de 40€.

Cette indemnité s'ajoute au montant des intérêts moratoires dus.

Il est précisé que tout retard imputable au titulaire du marché a pour conséquence la suspension du délai de paiement. Notamment par sa carence à produire les pièces demandées et par l'absence d'informations ou la production d'informations erronées :

- modification de la raison sociale ;
- modification ou absence de domiciliation bancaire ;
- erreur sur les prestations ou montants facturés ;
- facturation avant service fait,...

12.4 - Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations.

En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement. Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon les articles 10.7 et 12.5 du CCAG-Travaux.

12.5 - Paiement des sous-traitants

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur, dans les conditions des articles L. 2193-10 à L. 2193-14 et R. 2193-10 à R. 2193-16 du Code de la commande publique. Conformément à la réglementation, sans validation du titulaire sous un délai de 15 jours, la demande de paiement est considérée comme validée.

En cas de cotraitance, si le titulaire qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire du groupement, ce dernier doit également valider la demande de paiement.

13 - Conditions d'exécution des prestations

Forme des notifications et informations

La notification d'une décision, observation ou information faisant courir un délai peut être effectuée par le biais du profil d'acheteur, ou à l'adresse postale ou électronique des parties mentionnées dans les documents particuliers du marché ou, à défaut, à leur siège social conformément aux dispositions de l'article 3.1 du CCAG-Travaux.

13.1 - Caractéristiques des matériaux et produits

Le CCTP fixe la provenance des matériaux, produits et composants de construction dont le choix n'est pas laissé au titulaire ou n'est pas déjà fixé par les documents particuliers du contrat ou déroge aux dispositions des dites pièces. Les matériaux et produits de construction utilisés pour l'exécution doivent être conformes aux normes visées par le cahier des charges.

13.2 - Implantation des ouvrages

Aucun piquetage n'est prévu.

13.3 - Préparation et coordination des travaux

13.3.1 - Période de préparation - Programme d'exécution des travaux

Il est fixé le cas échéant une période de préparation, comprise dans le délai d'exécution des travaux. La durée de cette période est indiquée à chaque marché subséquent. Par dérogation à l'article 28.1 du CCAG-Travaux, la durée de la période de préparation est déterminée selon la nature, la complexité du chantier et l'obligation éventuelle de remise d'un PPSPS. Aucune période de préparation n'est prévue dans le cadre de l'exécution des bons de commande.

Le cas échéant, un calendrier prévisionnel d'exécution sera joint aux bons de commande ou ordres de service. Les opérations prévues au titre de la période de préparation sont listées à l'article 0.3.1 du CCTP.

13.3.2 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs sur le chantier

En cas de bon de commande / marché subséquent dont les travaux sont soumis à un plan de prévention :

En l'absence de coordonnateur SPS, le titulaire devra réaliser les travaux suivant le plan de prévention des différents établissements membres du GHT du Limousin.

En cas de bon de commande / marché subséquent dont les travaux sont soumis à un plan général de coordination de sécurité et protection de la santé :

Le coordonnateur SPS doit informer le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre sans délai, et par tous moyens, de toute violation par les intervenants, y compris les entreprises, des mesures de coordination qu'il a définies, ainsi que des procédures de travail et des obligations réglementaires en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs sur les chantiers. En cas de danger grave et imminent menaçant la sécurité ou la santé d'un intervenant ou d'un tiers (tels que chute de hauteur, ensevelissement ...), il doit prendre les mesures nécessaires pour supprimer le danger. Il peut, à ce titre, arrêter tout ou partie du chantier. Il a libre accès au chantier.

Le titulaire communique directement au coordonnateur SPS :

- le Plan Particulier de Sécurité et de Protection Sécurité ou le Plan Particulier de Sécurité et de Protection Sécurité simplifié ;
- tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs ;
- la liste tenue à jour des personnes qu'il autorise à accéder au chantier ;
- les effectifs prévisionnels affectés au chantier : dans les 5 jours qui suivent la notification du bon de commande ou le début de la période de préparation si les travaux du bon de commande en prévoit une ;
- les noms et coordonnées de l'ensemble des sous-traitants quel que soit leur rang. Il tient à sa disposition leurs contrats ;
- tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs demandés par le coordonnateur ;
- la copie des déclarations d'accident du travail.

Il s'engage à respecter les modalités pratiques de coopération entre le coordonnateur SPS et les intervenants, définies dans le document visé au présent CCAP. Il informe le coordonnateur SPS de toutes les réunions (avec leur objet) qu'il organise lorsqu'elles font intervenir plusieurs entreprises et lui indique leur objet ainsi que de ses interventions au titre de la garantie de parfait achèvement. Il donne aussi suite, pendant toute la durée de l'exécution de ses prestations, aux avis, observations ou mesures préconisées en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs par le coordonnateur SPS. Tout différend entre le titulaire et le coordonnateur SPS est soumis au maître de l'ouvrage. A la demande du coordonnateur SPS, le titulaire vise toutes les observations consignées dans le registre journal. Il s'engage aussi vis-à-vis de ses sous-traitants à introduire dans les contrats de sous-traitance les clauses nécessaires au respect des prescriptions législatives et réglementaires.

Quant aux locaux pour le personnel, le projet des installations de chantier indique, s'il y a lieu, la situation sur plan des locaux pour le personnel et leurs accès à partir de l'entrée du chantier, leur desserte par les réseaux d'eau, d'électricité et d'assainissement et leurs dates de réalisation ; ces dates doivent être telles que les conditions d'hébergement et d'hygiène sur le chantier soient toujours adaptées aux effectifs. L'accès aux locaux du personnel doit être assuré depuis l'entrée du chantier dans des conditions satisfaisantes, en particulier du point de vue de la sécurité.

Le titulaire encourt une pénalité journalière fixée à **100,00 €**, sans mise en demeure préalable, en cas de non-respect des délais de remise des documents fixés au présent article.

Le titulaire doit respecter les dispositions de l'article L. 5212-1 à 4 du Code du travail sur l'emploi des travailleurs handicapés.

13.4 – Etudes d'exécution

Conformément aux dispositions de l'article 29.1.5 du CCAG-Travaux, les plans d'exécution des ouvrages et les spécifications techniques détaillées sont établis par le titulaire et soumis, avec les notes de calcul et les études de détail, au visa du maître d'œuvre. Ce dernier doit les renvoyer au titulaire avec ses observations éventuelles au plus tard 15 jours après leur réception.

13.5 – Installation et organisation du chantier

13.5.1 – Signalisation de chantier

Conformément à l'article 31.6 du CCAG-Travaux, la signalisation de chantier dans les zones intéressant la circulation sur la voie publique doit respecter les instructions réglementaires en la matière.

13.5.2 – Registre de chantier

Par dérogation à l'article 25.8 du CCAG-Travaux, aucun registre de chantier ne sera tenu.

13.6 – Dispositions particulières à l'achèvement du chantier

13.6.1 – Gestion des déchets de chantier

La valorisation ou l'élimination des déchets créés par les travaux du contrat est de la responsabilité du maître de l'ouvrage en tant que « producteur » de déchets et du titulaire en tant que « détenteur » de déchets, pendant la durée du chantier.

Toutefois, le titulaire reste « producteur » de ses déchets en ce qui concerne les emballages des produits qu'il met en œuvre et les chutes résultant de ses interventions. Le titulaire doit se conformer à la réglementation en vigueur quant à la collecte, au transport, au stockage et à l'évacuation de ses déchets. Il est également de sa responsabilité de fournir les éléments de leur traçabilité.

Afin que le maître d'ouvrage puisse s'assurer de la traçabilité des déchets et matériaux issus du chantier, le titulaire lui fournit les éléments de cette traçabilité, notamment grâce à l'usage de bordereaux de suivi ou de dépôt des déchets de chantier. Ainsi, le titulaire remet au maître d'ouvrage, avec copie au maître d'œuvre le cas échéant, les constats d'évacuation des déchets signés contradictoirement par le titulaire et les gestionnaires des installations autorisées ou agréées de valorisation ou d'élimination des déchets.

Pour les déchets dangereux, l'usage d'un bordereau de suivi conforme à la réglementation en vigueur est obligatoire.

13.6.2 – Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux

Le repliement des installations de chantier et la remise en état des terrains et des lieux sont compris dans le délai d'exécution. A la fin des travaux, chaque titulaire doit donc avoir fini de procéder au dégagement, nettoyage et remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier.

13.6.3 – Documents à fournir après exécution

Le titulaire doit remettre au maître d'œuvre les documents prévus à l'article 40 du CCAG Travaux.

Ces documents seront remis numériquement dans un format largement disponible et exploitable par le maître d'œuvre et le maître d'ouvrage (PDF, DWG, ...).

Un exemplaire du dossier des ouvrages exécutés est remis au coordonnateur SPS pour assurer la cohérence avec le Dossier d'Intervention Ultime sur les Ouvrages (DIUO).

En cas de retard dans la remise des plans et autres documents à fournir après exécution par les titulaires, une retenue égale à 120,00 € par jour de retard est appliquée sur les sommes dues aux titulaires.

13.7 - Réception des travaux

13.7.1 - Dispositions applicables à la réception

- **Concernant les bons de commande** : le titulaire avise le maître d'ouvrage de la date à laquelle les travaux du bon de commande sont ou seront considérés comme achevés ; le maître d'ouvrage aura alors à charge de provoquer les opérations de réception. Par dérogation à l'article 41 du CCAG Travaux, l'attestation de la réception des travaux sera établie par un procès-verbal de réception simplifié signé par le titulaire et le maître d'ouvrage et faisant apparaître la date d'effet de la réception, point de départ du délai des garanties. En l'absence du titulaire aux opérations de réception, le procès-verbal de réception simplifié sera signé par le seul maître d'ouvrage et sera notifié par tous moyens au titulaire.

Le titulaire devra joindre le procès-verbal de réception à l'appui de sa dernière facture.

- **Concernant les marchés subséquents** : la réception a lieu à l'achèvement des travaux dans les conditions de l'article 41 du CCAG-Travaux.

13.7.2 - Epreuves concluantes

La réception ne peut être prononcée que sous réserve de l'exécution concluante des épreuves définies au CCTP.

14 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle

Aucun droit de propriété intellectuelle n'est applicable à ce contrat.

15 - Garantie des prestations

Les travaux feront l'objet d'une garantie de parfait achèvement de 1 an dont le point de départ est la date de réception des travaux. S'applique également une garantie biennale de bon fonctionnement d'une durée de 2 ans.

16 - Pénalités

16.1 - Pénalités

L'entrepreneur subira :

- par jour calendaire de retard à la transmission du devis tel que prévu à l'article 6.1.2 du présent CCAP, une pénalité de 100 € HT (cent euros hors taxes),
- Par jour calendaire de retard pour le démarrage des travaux, une pénalité de 100 € HT (cent euros hors taxes),
- Par jour calendaire de retard pour le démarrage des travaux urgents, une pénalité **de 200 € HT** (deux cents euros hors taxes),
- par jour calendaire de retard dans l'achèvement des travaux, une pénalité de **200 € HT** (deux cents euros hors taxes),
- en cas d'absence non justifiée à un rendez-vous de chantier, dûment convoqué par le maître d'oeuvre, une pénalité de **75 € H.T.** (soixante quinze euros hors taxes) par absence,
- en cas de perte ou de non restitution du badge d'accès une pénalité forfaitaire de 50€ HT (cinquante euros hors taxes) sera appliquée,
- en cas d'absence de permis de feu une pénalité forfaitaire de 500€ HT (cinq cent euros hors taxes) sera appliquée pour chaque manquement.

L'ensemble des pénalités est dû dès le premier jour de retard ou dès le constat du manquement.

Par dérogation à l'article 19.2.1 du CCAG-Travaux, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard.

Les pénalités de retard sont appliquées sans mise en demeure préalable du titulaire et ne font pas l'objet d'un plafonnement.

16.2 - Pénalité pour travail dissimulé

Si le titulaire de l'accord-cadre ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, une pénalité correspondant à 10,0 % du montant TTC du bon de commande/marché subséquent est appliquée.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

17 – Clause sociale d’insertion et de promotion de l’emploi obligatoire

17.1 – Les conditions de réalisation

En application de l'article L2112-2 du Code de la Commande Publique, les conditions d'exécution du marché comportent des éléments à caractère social qui visent la promotion de l'emploi des personnes rencontrant des difficultés particulières d'insertion et de lutte contre le chômage.

Pour l'ensemble des établissements hospitaliers concernés et par lot et par corps d'état identifié, cette clause est définie selon les volumes ci-dessous :

LOT	DESIGNATION	MONTANT DE LA TRANCHE HT	NOMBRE D'HEURES CALCULEES PAR TRANCHE
10 à 24	Terrassements - réseaux - chaussée	5 000 €	2
25 à 36	Maçonnerie - Gros œuvre	5 000 €	4
52 à 66	Etanchéité	5 000 €	3
67 à 82	Menuiseries extérieures - volets roulants - occultations	5 000 €	3
83 à 96	Menuiserie intérieure - bois - agencement	5 000 €	3
111 à 124	Plâtrerie	5 000 €	4
125 à 139	Peinture - revêtements muraux	5 000 €	4
140 à 152	Plafonds suspendus - Faux plafonds	5 000 €	4
153 à 167	Revêtements de sols	5 000 €	2
168 à 181	Plomberie sanitaire calorifuge	5 000 €	4
183 à 196	Chauffage - Ventilation - Climatisation - Désenfumage - GTC dédiées	5 000 €	3
197 à 211	Electricité courants forts - Courants faibles - SSI GTC dédiées	5 000 €	3

Ainsi, le nombre d’heures d’insertion sera déterminé sur la base des montants HT facturés (bons de commande et marchés subséquents cumulés) pour chaque entreprise attributaire d’un ou plusieurs corps d’état.

Chaque entreprise qui se verra attribuer un de ces lots devra réaliser durant toute la durée d’exécution du marché, reconductions comprises, une action d’insertion qui permette l’accès ou le retour à l’emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières.

Cela consistera à réserver au public visé à l’article 17.2 du CCAP **le nombre d’heures prévues sur le lot qui sera déterminé selon le mode de calcul qui précède.**

L'exécution de la clause sociale d'insertion peut ne pas être immédiate. Le titulaire du lot peut attendre de cumuler plusieurs dizaines d'heures d'insertion pour débiter l'exécution de la clause sociale. Le démarrage doit obligatoirement intervenir quand **elle totalise 35 heures**.

Le titulaire doit alors réaliser les heures d'insertion dues depuis le début de l'exécution du marché.

La clause sociale d'insertion obligatoire peut être réalisée par le ou les titulaire(s) et/ou par son (ou ses) sous ou cotraitant(s). Dans ce cas, l'objectif d'heures d'insertion peut être réparti au prorata du montant de la part d'activité. Le recours à la sous-traitance n'exonère pas le titulaire de ses obligations. S'il peut partager une partie de l'effort d'insertion, il reste responsable de leur bonne exécution et de la bonne remontée d'information. Les pénalités sont supportées par le titulaire.

17.2 Les publics visés

L'objectif est de procéder à des recrutements à l'occasion de l'obtention du marché.

Les candidats peuvent être proposés par le facilitateur ou repérés par l'entreprise.

Dans ce dernier cas, cette dernière devra présenter tous les éléments permettant de justifier de la situation de la personne au moment de son embauche qui devra s'effectuer dans les dates d'exécution du marché.

Le dispositif mis en place vise à favoriser l'accès ou le retour à l'emploi de personnes éloignées de l'emploi et rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières dont l'éligibilité de la candidature aura été validée dans le cadre du dispositif d'accompagnement des clauses d'insertion.

Les personnes concernées par cette action seront :

- des Demandeurs d'Emploi de Longue Durée (plus de 12 mois d'inscription à France Travail), sans activité ou en activité partielle,
- des jeunes de moins de 26 ans, diplômés ou non, sortis du système scolaire ou de l'enseignement supérieur depuis au moins 6 mois, s'engageant dans une démarche d'insertion et de recherche d'emploi,
- des jeunes en suivi renforcé type PACEA ou Service Militaire Volontaire ou en sortie garantie jeune,
- des personnes ayant le statut de réfugié, sur avis motivé d'un prescripteur,
- des allocataires du RSA en recherche d'emploi,
- les bénéficiaires de l'Allocation Spécifique de Solidarité (ASS), de l'Allocation Adulte Handicapé (AAH) ou de l'Allocation Supplémentaire d'Invalidité (ASI),
- les publics reconnus Travailleurs Handicapés au sens de l'article L5212-13 du code du travail, orientés en milieu ordinaire et demandeurs d'emploi,
- les publics seniors de plus de 50 ans demandeurs d'emploi ayant au moins 6 mois d'inactivité,
- les personnes résidant en Quartiers Prioritaires Politiques de la Ville éloignées de l'emploi,
- les personnes prises en charge par les dispositifs de l'insertion par l'activité économique (SIAE) définies à l'article L-5132-4 du code du travail, les personnes prises en charge par les dispositifs particuliers notamment les Etablissements Publics d'Insertion de la Défense (EPIDE), les Ecoles de la deuxième chance (E2C) ainsi que les personnes en parcours d'insertion au sein des GEIQ...

En outre, le facilitateur peut valider d'autres personnes rencontrant des difficultés particulières d'insertion sur avis motivé de France Travail, des Maisons de l'Emploi, des Plans Locaux pour l'Insertion et l'Emploi (PLIE), des Missions Locales, des Maisons Départementales pour des personnes handicapées (MDPH) ou des représentants des services en charge de l'insertion au sein des Départements.

Tous les publics décrits ci-dessus sont éligibles quelles que soient les structures qui portent leur contrat de travail, conformément à l'article 17.3 du présent CCAP.

L'éligibilité des publics doit être établie préalablement à leur mise à l'emploi.

Il leur sera obligatoirement réservé, à l'occasion de l'exécution du marché, un temps de travail nécessaire à la production des prestations des lots.

Durée de valorisation : une personne recrutée à l'occasion d'une clause sociale reste éligible durant 24 mois minimum et durant cette période, son temps de travail pourra être valorisé en réponse aux objectifs d'insertion.

Dans le cadre d'un contrat en alternance, le temps de travail et de formation sera comptabilisé en réponse aux objectifs d'insertion.

Dans le cas particulier où une personne recrutée à l'occasion d'un marché intégrant une clause sociale voit son contrat transformé en CDI, les heures travaillées dans ce cadre seront valorisables jusqu'au terme du marché.

17.3 Les modalités de mise en œuvre

Cela consiste, pour l'attributaire retenu, à réserver une part du temps total de travail nécessaire à l'exécution du lot à une action d'insertion réalisée selon l'une des modalités définies ci-dessous :

➤ **1^{ère} modalité :** le recours à la sous-traitance ou à la cotraitance avec des structures inclusives. Les coordonnées de ces structures répondant à ces caractéristiques peuvent être communiquées par le facilitateur ou sont accessibles sur le moteur de recherche de la Plateforme de l'inclusion : <https://lemarche.inclusion.beta.gouv.fr/>

➤ **2^{ème} modalité :** la mise à disposition de salariés

L'entreprise est en relation avec un organisme extérieur qui met à sa disposition des salariés en insertion durant la durée du marché. Il peut s'agir :

- D'une Entreprise de Travail Temporaire d'Insertion (ETTI) ou d'une entreprise de Travail Temporaire selon les particularités de territoire,
- D'une Entreprise Adaptée de Travail Temporaire, (EATT)
- D'une Association Intermédiaire (AI),
- D'un Groupement d'Employeurs pour l'Insertion et la Qualification (GEIQ).

➤ **3^{ème} modalité :** l'embauche directe dans l'entreprise titulaire du marché (CDD, CDI, alternance, ...).

Il est possible d'opter pour l'une ou l'autre de ces propositions ou une combinaison de celles-ci.

17.4 Le dispositif d'accompagnement pour la mise en œuvre de la clause sociale d'insertion

Afin de faciliter la mise en œuvre de la démarche d'insertion, le CHU de Limoges en tant qu'établissement support du Groupement Hospitalier de Territoire du Limousin propose une procédure spécifique d'accompagnement qui doit être sollicitée en prenant l'attache des facilitateurs/trices des clauses sociales présents sur les territoires des différents lots où se déroulent les travaux.

Département	Structure	Facilitateur Nom Prénom	Téléphone Mail
87	Limoges Métropole Communauté Urbaine – 20 communes	Véronique THALAMY Hortense DUGAY	05.55.45.78.93 / 06.24.53.76.60 05.55.45.78.95 / 06.22.70.79.86 insertion-clauses-sociales@limoges-metropole.fr
	Conseil Départemental Haute Vienne - rural	Philippe JEANDEL	05.44.00.12.40 philippe.jeandel@haute-vienne.fr

19	Conseil Départemental Corrèze	Malorie LACHAUD Esther FERRIER	05.55.93.74.05 05.55.93.73.62 clauseinsertion19@correze.fr
23	Conseil Départemental de la Creuse	Jérémy Hardy	05 44 30 29 28 direction.insertionlogement@creuse.fr jhardy@creuse.fr

De son côté, le titulaire désigne un interlocuteur dont l'identité sera communiquée au dispositif d'accompagnement avec lequel il sera en contact.

17.5 Le contrôle de l'action d'insertion

Il sera procédé par tous moyens au contrôle de l'exécution de l'action d'insertion pour laquelle le titulaire s'est engagé.

A cet effet, le titulaire fournit aux facilitatrices :

- Préalablement à toute embauche d'un(e) candidat(e) identifié par ses soins : une fiche d'identification avec les documents permettant de justifier de sa situation au regard de l'emploi selon la liste indiquée et un Cv récent
- Avant le 15 de chaque mois, tous renseignements utiles (date d'embauche, nombre d'heures réalisées, type de contrat, poste occupé,) et tous documents (pointage des heures, copies des contrats de travail, fiches de positionnement) propres à permettre le contrôle régulier de l'exécution de la clause sociale d'insertion et son évaluation.

Le refus caractérisé de transmission de ces renseignements peut entraîner l'application d'une pénalité prévue à l'article 17.6 du CCAP.

En complément de cette transmission d'informations et pendant l'exécution du marché, le maître d'ouvrage peut, à tout moment, décider d'inscrire le suivi de la clause sociale à l'ordre du jour d'une réunion de suivi de l'exécution de la prestation.

Dans le cas d'une mise à disposition de personnel ou de sous-traitance à un opérateur d'insertion, les heures d'insertion ne seront comptabilisées qu'à compter du paiement effectif de la prestation au tiers concerné.

Afin de favoriser le parcours d'insertion des personnes recrutées par l'entreprise et pour faciliter la gestion de la clause par ladite entreprise, à compter de l'attribution du marché et pendant l'exécution du marché, l'entreprise attributaire du marché peut solliciter, auprès du facilitateur mentionné à l'article 17.4 du CCAP, la globalisation des heures d'insertion au cas où elle serait attributaire d'un ou plusieurs autres marchés :

- Comportant une clause sociale d'insertion
- S'exécutant dans le même délai d'exécution
- S'effectuant dans le cadre territorial d'intervention du facilitateur

Cette demande de globalisation des heures d'insertion vise à permettre à l'entreprise, qui s'engage par ailleurs à réaliser l'ensemble des prestations liées aux marchés concernés, d'affecter la ou les personne(s) recrutée(s) dans le cadre des clauses, à la réalisation d'une seule des prestations prévues par les différents marchés.

La demande doit être adressée au facilitateur. Elle peut être déclarée recevable par les facilitateurs des clauses sociales mentionnée à l'article 17.4 du CCAP aux conditions suivantes :

- Si la mesure est favorable au parcours du salarié en insertion
- Si la mesure recueille l'accord des maîtres d'ouvrages concernés

- Si la mesure est applicable dans les cadres territoriaux d'intervention des facilitateurs mandatés
- Si la mesure concerne une personne dont l'éligibilité de la candidature au dispositif des clauses sociales d'insertion, a été vérifiée par le facilitateur.

En tout état de cause, cette demande doit être faite préalablement à la prise de poste du salarié et les heures d'insertion réalisées dans le délai d'exécution de chacun des marchés concernés, sont affectées, au niveau du décompte, à chacun des marchés concernés, à due proportion.

Par ailleurs, lorsque le titulaire rencontre des difficultés pour assurer son engagement, il doit informer le maître d'ouvrage par courrier recommandé avec AR avec copie au dispositif d'accompagnement.

Dans ce cas, le facilitateur étudiera avec le titulaire les moyens à mettre en œuvre pour parvenir aux objectifs.

En cas de difficultés économiques qui se traduisent par le recours à de l'activité partielle, à l'engagement d'une procédure de licenciement pour motif économique ou encore l'ouverture d'une procédure de redressement judiciaire, la suspension ou l'annulation partielle ou totale de la clause sociale est subordonnée à la communication d'une copie de ces documents afférents à ces difficultés transmis à la DDETSP ou au juge.

A l'issue de l'exécution du marché, il est procédé de façon contradictoire, au bilan de l'exécution de l'action d'insertion.

En cas de manquement grave du prestataire à son engagement d'insertion, le maître d'ouvrage peut procéder à la résiliation du marché conformément à l'article 19 du présent C.C.A.P.

17.6 Les pénalités relatives à l'insertion

En cas de non respect des obligations relatives au nombre d'heures d'insertion et dont la responsabilité est imputable à l'entreprise attributaire, il sera appliqué une pénalité égale à 60 euros par heure d'insertion non réalisée.

En cas d'absence ou de refus de transmission par l'entreprise des renseignements propres à permettre le contrôle de l'exécution de l'action d'insertion, il sera appliqué une pénalité égale à 100 euros par jour de retard à compter de la mise en demeure par le maître d'ouvrage.

18 - Assurances

Assurances du titulaire

Conformément aux dispositions de l'article 8 du CCAG-Travaux, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

Il doit donc contracter :

- une assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1240 à 1242 du Code civil, garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des travaux.
- une assurance au titre de la garantie décennale couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792, 1792-1, 1792-2, 1792-4 et 1792-4-1 du Code civil.
- une assurance au titre de la garantie biennale de bon fonctionnement couvrant les responsabilités résultant des principes de l'article 1792-3 du Code civil.

Assurances du maître d'ouvrage

Assurance Tous Risques Chantier :

Le maître d'ouvrage n'a pas prévu de souscrire une police tous risques chantier

Assurance Dommages-Ouvrage :

Le maître d'ouvrage n'a pas prévu de souscrire une police dommages ouvrage.

19 - Résiliation du contrat

19.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre

Les conditions de résiliation de l'accord-cadre sont définies aux articles 49 à 53.2 du CCAG-Travaux.

En cas de résiliation de l'accord-cadre pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire ne percevra aucune indemnisation.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du titulaire.

19.2 – Résiliation de l'accord-cadre pour faute du titulaire

En complément de l'article 50.3 du CCAG Travaux, le pouvoir adjudicateur pourra résilier l'accord-cadre pour faute du titulaire, dans les cas suivants :

- le titulaire qui n'aurait pas répondu par 3 fois dans l'année à des demandes de devis / des consultations de marchés subséquents d'un établissement, pourra se voir exclu sans indemnité de l'accord-cadre ;
- le titulaire qui aurait décliné par 3 fois (hypothèse d'un titulaire qui justifie par 3 fois de son impossibilité de répondre) dans l'année de remettre une offre (suite à une demande de devis ou une consultation pour un marché subséquent) d'un établissement pourra se voir exclu sans indemnité de l'accord-cadre.

Une mise en demeure préalable sera adressée au titulaire concerné.

19.3 – Résiliation des marchés subséquents

Les conditions de résiliation de chaque marché subséquent sont définies aux articles 49 à 53.3 du CCAG- Travaux.

En cas de résiliation d'un marché subséquent pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire ne percevra aucune indemnisation.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du titulaire.

19.4 – Résiliation d'un bon de commande

Les conditions de résiliation des bons de commande sont définies ci-après :

En cas de résiliation d'un bon de commande pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire ne percevra aucune indemnisation.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le bon de commande sera résilié aux torts du titulaire.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du titulaire.

19.5 - Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire de l'accord-cadre. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution de l'accord-cadre.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution de l'accord-cadre. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation de l'accord-cadre est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution de l'accord-cadre, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

20 - Clause de réexamen

Une procédure de réexamen des conditions d'exécution du marché peut être menée en application des articles L. 2194-1 1° et R. 2194-1 du Code de la commande publique. La présente clause n'implique pas un droit acquis au réexamen des conditions d'exécution. Le cas échéant, le titulaire doit notamment produire tous les justificatifs nécessaires à l'instruction de la demande. Le pouvoir adjudicateur peut également procéder à un contrôle des informations données par le titulaire. Si le principe et les conditions de mise en œuvre du réexamen sont acceptés par les parties, il trouve à s'appliquer quel que soit le montant des modifications qu'il induit.

L'initiative de la demande de réexamen appartient aux deux parties, et la procédure de réexamen n'interrompt en aucun cas l'exécution des prestations. La demande doit être transmise par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date de sa réception. A compter de la date de réception de la demande, la partie destinataire dispose d'un délai de 15 jours pour se prononcer sur les conditions de réexamen. Si aucun accord n'est intervenu dans ce délai, il est convenu que la position du pouvoir adjudicateur est retenue par défaut, cette stipulation ne valant pas renonciation à recours pour le titulaire.

En cas de modification de la répartition financière entre les cotraitants du marché

À montant de marché constant (et sans ajout ou suppression de membre du groupement), la modification de la répartition entre les membres du groupement pourra être actée par voie d'Ordre de Service ou de Certificat administratif, accompagnée de la nouvelle répartition financière signée par tous les membres du groupement.

Substitution d'un membre du groupement

Au cours de l'exécution du marché, il est prévu la possibilité de substituer un membre du groupement d'opérateurs économiques, dans le respect des dispositions des articles L2194-1, R2194-5 et R2194-6 du code de la commande publique. Dans l'hypothèse où le mandataire du groupement propose au Maître d'ouvrage de substituer à un membre initial du groupement (qui peut être le mandataire lui-même ou l'un des cotraitants), un nouveau cotraitant, le mandataire devra motiver sa proposition par lettre recommandée avec accusé de réception, en justifiant - Des motifs éventuels de la défaillance ou des motifs de la proposition du remplacement du membre en cause, - Qu'un tel changement ne saurait remettre en cause la capacité du groupement à exécuter les prestations telles qu'initialement prévues au présent marché, - Que cette modification ne change pas l'équilibre économique du marché en faveur du groupement d'une manière qui n'était pas prévue dans les termes du marché initial. Le mandataire devra joindre à sa demande l'expression de volonté expresse du nouveau membre de remplacer le membre initial du groupement, se substituant ainsi dans ses droits et obligations. Le Maître d'ouvrage est libre d'accepter ou de refuser la proposition de substitution qui lui est ainsi faite. En tout état de cause, en cas d'accord entre les parties, un tel changement devra être formalisé par voie d'avenant au présent marché. Il est dressé contradictoirement un état des prestations exécutées par le membre du groupement qui est remplacé. Enfin, le membre du groupement remplacé renonce expressément à percevoir le montant de la part de marché qu'il n'aura pas exécuté. Tous les frais et préjudices causés par le remplacement d'un membre sont à la charge exclusive du groupement, sans préjudice des droits et recours du Maître d'ouvrage.

Cession / Transfert du marché

Le marché ne peut être cédé que dans les conditions prévues par l'article R. 2194-6 du code de la commande publique. Dans tous les cas, le titulaire ne pourra céder, partiellement ou totalement, le présent marché sans avoir, au préalable, obtenu l'accord écrit du pouvoir adjudicateur, à qui sera communiqué l'ensemble des éléments permettant de s'assurer que le cessionnaire présente les capacités professionnelles, techniques et financières propres à poursuivre l'exécution du marché.

Conformément à l'article R 2194-1 du code de la commande publique, le présent marché pourra faire l'objet d'une ou plusieurs modifications dans les conditions fixées au CCAG Travaux.

21 - Règlement des litiges et langues

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif du pouvoir adjudicateur est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

22 - Dérogations

- L'article 2 du CCAP déroge à l'article 4.1 du CCAG - Travaux
- L'article 7.2 du CCAP déroge à l'article 18.1.1 du CCAG - Travaux
- L'article 8.2 du CCAP déroge à l'article 9.4.4 du CCAG - Travaux
- L'article 8.2 du CCAP déroge à l'article 10.5 du CCAG – Travaux
- L'article 8.4 du CCAP déroge à l'article 13 du CCAG Travaux
- L'article 8.5 du CCAP déroge à l'article 9.4 du CCAG Travaux
- L'article 12.1 du CCAP déroge al.4 de l'article 12.4.2 du CCAG - Travaux
- L'article 12.6 du CCAP déroge à l'article 13.4.4 du CCAG-Travaux
- L'article 12.7 du CCAP déroge à l'article 13.4.2 du CCAG-Travaux
- L'article 13.3.1 du CCAP déroge à l'article 28.1 du CCAG - Travaux
- L'article 13.3.1 du CCAP déroge à l'article 18.1.1 du CCAG – Travaux
- L'article 13.6.3 du CCAP déroge à l'article 40 du CCAG – Travaux
- L'article 13.7.1 du CCAP déroge aux articles 41.1 à 41.6 et 42 du CCAG Travaux
- L'article 15 du CCAP déroge à l'article 44.1 du CCAG-Travaux
- L'article 16.1 du CCAP déroge à l'article 19.2.1 du CCAG - Travaux
- L'article 16.1 du CCAP déroge à l'article 19.2.2 du CCAG – Travaux
- L'article 17 déroge à l'article 20.1 du CCAG-Travaux.